

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNION LOCALE DE CALAIS

22 février 2007

L'Assemblée Générale de l'Union Locale FO de Calais s'est tenue le 22 février 2007 sous la Présidence de Jean-Baptiste KONIECZNY, Secrétaire Général de l'Union Départementale, dans un lieu riche d'histoire : la salle du MINCK. A cet endroit avait lieu la criée pour la vente du poisson. La criée se fait maintenant sur le port de BOULOGNE-SUR-MER. Cette salle est un lieu plein d'histoires et d'émotions. Une page importante de la vie de CALAIS a été tournée quand cette activité économique lui a été supprimée !



Intervention de Khodja NAIDJI, secrétaire de l'Union Locale

Khodja NAIDJI se félicita tout d'abord de l'importante participation à l'Assemblée Générale qui justifiait la réservation de la salle du Minck : « on est un peu à l'étroit à l'Union Locale pour une réunion de cette importance ».

Il fit ensuite le point sur les nouveaux syndicats créés en 2006 : la CCI (Chambre de commerce), CAT (autocars Calais Ardres Transport), Fourrier Sérigraphie, Gom Propreté, la discothèque le 555, Diane restauration, Abyss, ...

A noter également la relance de quelques syndicats : Métro, Abilis Propreté, SPGO...

Il se félicita aussi de notre développement chez les Territoriaux de Calais où FO est devenue la première organisation syndicale.

Pour la formation syndicale deux stages ont été organisés à Calais (c'est la première fois qu'on organise les stages de façon décentralisée : un stage a également eu lieu à Boulogne).

Khodja fit ensuite le bilan catastrophique de la situation de l'emploi dans le Calais. Les chiffres des ASSEDIC (15,6 % de chômeurs ; 9139 demandeurs d'emploi) sont alarmants.

Cela est dû en partie au déclin de la dentelle qui est délocalisée en Asie. Les licenciements à Eurotunnel sont la cause d'un système où on ne recherche que la rentabilité financière pour les actionnaires. De plus, selon Khodja, la Zone Franche est un échec : les employeurs ne cherchent qu'à bénéficier des exonérations et des réductions d'impôts sans jouer le jeu pour l'emploi. Résultat : les zones franches ne sont pas productives d'emploi.

Khodja fit ensuite état des nombreux salariés qui viennent à l'Union Locale pour être aidés face à des employeurs qui bafouent leurs droits : « les salariés sont de plus en plus souvent confrontés à la précarité et au non respect du droit du travail face à des employeurs qui ne pensent qu'à réduire les acquis et les droits (...) Nous sommes aussi régulièrement sollicités (plusieurs fois par semaine) pour des entretiens préalables.

Sur la question de la protection sociale, Khodja fit le point sur la volonté de mutualisation et de fusion des Caisses : « S'il n'y a plus qu'une CAF dans le Pas-de-Calais pour 252 000 allocataires ce sera une dégradation du service public. De plus cela

provoque la mobilité des personnels et des pertes d'emplois ».

Enfin, Khodja fit le point sur le développement de l'AFOC à Calais avec, pour la première fois cette année, une bataille menée pour les élections aux organismes HLM qui a permis d'obtenir deux élus : un à Habitat 59/62 et l'autre à l'OPHLM (Dominique Darré et Régine Berleur).

« Nous sommes en train de mettre en place une structure littorale avec des camarades formés à Calais et à Boulogne sur Mer. On va bientôt avoir un local à la ZUP. On a besoin de volontaires pour renforcer l'équipe de Calais ».

Pour terminer, Khodja fit état du projet de monter une exposition pour retracer l'histoire et l'activité de l'Union Locale de Calais.

Intervention de Jean-Baptiste KONIECZNY, Secrétaire Général de l'Union Départementale Force Ouvrière du Pas-de-Calais

Pour Jean-Baptiste KONIECZNY, nous sommes de plus en plus souvent face à des patrons voyous.

Au Casino de Berck, le groupe Partouche licencie ceux qui ont fait grève. Ils savent qu'ils perdront le procès, mais ils préfèrent payer et se débarrasser des syndicats.

Jusqu'à présent, les patrons n'osaient pas faire ça.

Jean-Baptiste fit ensuite le point sur la situation du département : il y avait la dentelle, la cristallerie d'Arques, le Bassin minier.

On a remplacé les mines par l'automobile mais maintenant, c'est en régression : à la FM moins 1000 moteurs par jour, Cadence innovation perd la moitié de ses effectifs salariés, même chose à Grenay...

C'est à cause des délocalisations vers les pays de l'Est.

Avec près de 16 % de chômeurs, Calais et Lens ont le taux de chômage le plus élevé du département.

Même si les plus anciens arrivent à garder un emploi, le problème c'est de savoir ce que vont pouvoir faire les jeunes.

Le 12 décembre nous avons organisé un rassemblement à la sous-préfecture. Nous avons rencontré le Préfet avec Jean-Claude MAILLY et nous avons demandé la mise en place d'une commission avec les syndicats (mais sans les politiques) pour anticiper les fermetures et essayer de trouver des solutions en termes d'emplois avant les licenciements.

Le Préfet a accepté de mettre en place cette commission, c'est un premier succès même si on sait que pour le moment rien n'est encore réglé.

Il n'y a plus d'inquiétudes sur l'emploi pour Eurotunnel proprement dit, mais le danger est maintenant pour les sous-traitants : ils sont tous touchés.

Pour les organismes sociaux, des restructurations vont avoir lieu.

Il ne sert à rien de faire comme la CGT et de dire non à tout. Il faut essayer de faire en sorte que les restructurations fassent le moins de dégâts possible, qu'il y ait des reconversions, que la formation se passe bien, qu'on fasse appel au volontariat...

Sur la réforme des retraites : on n'a pas réussi à gagner. Si on avait été soudés avec les fonctionnaires on aurait pu s'opposer aux mesures.

Sur la question de la représentativité syndicale :

Le Gouvernement veut l'étendre à 7 organisations avec SUD et l'UNSA.

La « gauche » veut établir la représentativité sur la base des élections au sein des entreprises (CE et DP). Ce n'est pas juste : il n'y a pas de CE dans le Public.

FO propose que la représentativité soit calculée sur la base d'élections comme celles qui avaient eu lieu pour la sécu, avec vote de tous les salariés, chômeurs et retraités.

De plus, nous ne sommes pas bien représentés dans les CE qui s'occupent surtout d'achats (arbres de Noël) et de vacances. Ce n'est pas notre terrain d'action préféré, ce n'est pas vraiment du syndicalisme, mais il faut quand même que nous rattrapions les 2,5% qui nous manquent entre les élections des DP et les CE.

La syndicalisation c'est l'indépendance. Les hommes politiques nous reprochent notre faible représentativité, mais ils représentent encore moins que les syndicats et c'est eux qui font les lois.

Sur le combat contre le CPE : on a été entraînés par les étudiants et les jeunes. Quand on fait appel à la grève, il faut que les salariés se mobilisent.

On commence à apparaître au plan départemental au lieu de toujours manifester à Lille. A Arras, lors de la dernière manif contre le CPE, on était plus nombreux que la CGT. Les médias ne parlent pas de FO parce qu'on dérange.

La CGT et la CFDT parlent de fusionner. Ils signent énormément d'accords pour nous contrer.

Si on fusionnait, on ne défendrait plus les mêmes idées.

Chaque jour, les employeurs dénoncent des accords ou refusent des augmentations au nom de la situation de l'entreprise.

Les salariés cèdent souvent au chantage à l'emploi mais cela ne règle rien.

A propos des élections HLM : FORCE OUVRIERE a obtenu de bons résultats. L'Organisation Syndicale a distribué 100 000 tracts et là où F.O. avait obtenu 8% des voix, il en a obtenu maintenant 16%.

Dans l'agriculture, c'est beaucoup plus difficile car une ferme c'est un ou deux salariés, pas plus. Difficile de faire du syndicalisme dans ces conditions.

Dans de nombreux secteurs, on va avoir beaucoup de départs en retraite dans les deux ans.

Il faut que les partants pensent à préparer la relève et à former leurs successeurs.

Il faut aussi qu'on arrive à présenter des femmes.

Mais il ne faut pas le faire artificiellement, au nom de la parité, car on ne devient pas automatiquement défenseur parce qu'on a été élu. Il faut être formé et disponible.

Quand on est élu, il faut aller jusqu'au bout de son mandat. C'est un engagement.

Aux précédentes élections, on avait 50% de femmes sur nos listes, aujourd'hui, il n'en reste plus qu'une seule qui siège.

Il faudra donc veiller à mettre en tête de liste des camarades qui s'engagent à siéger même si cela ne fait pas la parité homme/femme.

A propos du journal de l'UD, il faut que les camarades pensent à envoyer les comptes-rendus des réunions et des conflits avec des photos et il faut veiller à le distribuer auprès des adhérents.

Le 25 mai, ce sera le Congrès départemental à Boulogne (avant le Congrès Confédéral à Lille, du 25 au 29 juin).

Il faut montrer que FO existe.

Lorsqu'on a rencontré le Préfet, il était étonné que l'on soit aussi présents dans le Pas-de-Calais.

Pour conclure, Jean-Baptiste lança un appel à la solidarité avec les employés du casino de Berck : « il faut renouer avec l'esprit de solidarité dans les conflits ».

Rapport financier de Bernard MALBAUX, Trésorier

La subvention de la Ville de CALAIS

La subvention de la Ville a augmenté de 1% cette année, elle n'avait pas augmenté depuis 2000.

Jean-Baptiste appela l'attention des camarades sur la baisse régulière des subventions et l'augmentation des contrôles pour tenter de revenir sur ces subventions. « Il faut maintenant avoir un commissaire aux comptes... ».

Après avoir entendu le rapport de la commission de vérification des comptes (Arlette POIDEVIN et Georges LAPORTE), le rapport financier fut approuvé à l'unanimité.

Il fut ensuite procédé au renouvellement des instances.

Secrétaire général de l'Union Locale : Khodja NAIDJI.

Secrétaires adjoints : Jean-Paul ROZANES et Véronique DEWITTE.

Trésorier : Bernard MALBAUX ne souhaitant plus être Trésorier, il lui fut demandé de se maintenir encore quelques mois, le temps de permettre à un Trésorier-adjoint de prendre le relais. Il fut donc procédé à l'élection de deux Trésoriers adjoints : Bernard DUCHATEAU et Jean-Claude ROEGIS.

Commission Administrative :

Il fut ensuite procédé au renouvellement de la Commission Administrative avec le remplacement de Teddy Lauby qui n'était jamais venu assister à la CA en 2006, comme en 2005 et l'élection de deux nouveaux membres : Carole Guiselain et Tony Masson. Les autres membres furent inchangés : Alain Carlu, Arlette Poidevin, Bernard Duchâteau, Bernard Malbaux, Christian Cappelle, Daniel Legrand, Dominique Darré, Guy Deroubaix, Isabelle Lemaire, Jean-Claude Roegis, Jean-Paul Rozanès, Jean-Pierre Desvaux, Khodja Naidji, Laurent Bourhis, Régine Berleur, Véronique Dewitte, Yann Clouet.